

Convention de partenariat pour l'enseignement de l'EPS à l'école primaire

Vu pour être annexé à la délibération
n°107/110 – 09/2024 du 12 septembre 2024 :

La collectivité, Mairie D'Estaires
Représenté(e) par Mr **Bruno FICHEUX**, Maire,
Adresse : Place de l'hotel de ville 59940 ESTAIRES

Le maire,
Bruno FICHEUX

Le secrétaire de séance,
Yves COLPAERT

Et

L'association, **Entente Pongiste Estaires La Gorgue Merville**
Représenté(e) par Mr ou Mme....., Président(e),
Adresse



Et

L'Institution Sacré Cœur,
Mr Rath, Chef d'établissement,

Vu :

- Décret n°2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- Circulaire n°2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives ;
- Circulaire n°2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- Circulaire n°2017-127 du 22-8-2017 relative à l'enseignement de la natation ;
- Article L.312-3 du code de l'éducation ;
- Article D.312-1-1 et suivants du code de l'éducation ;
- Article D.321-13 du code de l'éducation ;
- Article L.212-1 du code du sport.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 Objectifs du partenariat

L'éducation physique et sportive développe l'accès à un riche champ de pratiques, à forte implication culturelle et sociale, importantes dans le développement de la vie personnelle et collective de l'individu. Tout au long de la scolarité, l'éducation physique et sportive a pour finalité de former un citoyen lucide, autonome, physiquement et socialement éduqué, dans le souci du vivre-ensemble.

L'éducation physique et sportive répond aux enjeux de formation du socle commun en permettant à tous les élèves, filles et garçons ensemble et à égalité, a fortiori les plus éloignés de la pratique physique et sportive, de construire des compétences intégrant différentes dimensions (*motrice, méthodologique, sociale*), en s'appuyant sur des activités physiques sportives et artistiques diversifiées.

Les activités physiques et sportives proposées aux élèves doivent répondre à des objectifs définis d'une part par les programmes, d'autre part dans le cadre du projet d'école.

Si l'enseignant le souhaite, il peut solliciter l'appui d'une personne agréée par les services de l'éducation nationale (*article L.312-3 du code de l'éducation*) tout en conservant la responsabilité pédagogique du déroulement de l'activité (*article D. 321-13 du code de l'éducation*).

L'intervenant apporte son expertise technique concernant une ou plusieurs discipline(s) sportive(s), il enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant.

Il doit être agréé par les services de l'éducation nationale **et** autorisé par le directeur d'école pour intervenir.

ARTICLE 2 ☛ Définition de l'activité concernée

Parmi les activités physiques et sportives figurant au programme de l'école, l'activité Tennis de table peut être utilisée par les enseignants et intervenants pour atteindre les objectifs fixés à l'éducation physique et sportive.

ARTICLE 3 ☛ Projet pédagogique

L'enseignant définit le projet pédagogique dans le cadre du projet d'école. Il est retranscrit dans un document écrit en trois exemplaires dont le directeur d'école conserve un exemplaire (*annexe 3*).

ARTICLE 4 ☛ Obligation de l'enseignant

L'enseignant présente à l'intervenant le projet pédagogique de l'activité pour laquelle il est sollicité et le règlement intérieur de l'école (*annexe 5*).

Il veille à ce que l'intervenant soit associé dès la préparation de l'activité.

ARTICLE 5 ☛ Responsabilité pédagogique de l'enseignant

L'enseignant, par sa présence et son action, est responsable de l'organisation et du déroulement de l'activité.

Il est fondé à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées.

ARTICLE 6 ☛ Obligation de l'intervenant

L'intervenant respecte les modalités d'intervention fixées et adopte une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation (*conformément à la circulaire n°2014-088*).

L'association « Entente Pongiste » s'engage à mettre à disposition des classes de l'Ecole Notre Dame un éducateur sportif à raison de 6 heures par classe pour les 6 classes allant du CP au CM2 afin d'assurer l'activité du tennis de table.

L'intervenant reste sous la responsabilité de l'association.

ARTICLE 7 ☛ Engagement du partenariat et rétribution financière

L'intervenant (l'éducateur sportif) ou sa structure (l'association « Entente Pongiste ») s'engage à communiquer sa qualification et/ou son honorabilité selon les cas (*annexes 1 et 2*).

La commune d'Estaires s'engage à financer l'intervention de l'association à raison de 25 € de l'heure, charges et déplacements compris. L'éducateur sportif interviendra 6 heures pour chacune des 6 classes de primaire de l'Institution Sacré Cœur.

La commune d'Estaires s'engage à verser à l'association « Entente Pongiste » la somme de 900 euros correspondant à la mise à disposition de l'éducateur sportif par l'association à raison de 25 euros par heure.

Un forfait global d'installation pour l'ensemble des séances est prévu à hauteur de 375 euros.

ARTICLE 8 ☛ Modalités d'intervention

La préparation de l'intervention donne lieu à un échange entre l'enseignant et l'intervenant. Lors de cet échange sont explicités les objectifs de la séquence et sont discutées les modalités de mise en œuvre.

Planning

Les activités se pratiquent pendant le temps scolaire selon un calendrier et un planning établis conjointement par l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription et ses conseillers pédagogiques, le directeur d'école, l'enseignant de la classe et l'intervenant ou les représentants de la structure. Ce planning apparaît dans le projet pédagogique.

Conditions de pratique

La structure partenaire met à disposition des élèves, les installations et matériels adaptés à l'apprentissage, nécessaires au déroulement des séances.

Ces matériels doivent être conformes à la réglementation en vigueur, maintenus en parfait état d'entretien et faire l'objet, chaque année, d'une vérification sous la responsabilité de la structure, sans préjudice des vérifications visuelles effectuées par les enseignants. Toutes les dépenses relatives à l'acquisition, l'entretien, la maintenance, la réparation

des installations et matériels et, d'une manière générale, toutes les dépenses d'investissement et de fonctionnement liées à la présente activité, sont à la charge de la structure.
Le temps nécessaire à l'équipement individuel, à la préparation et rangement du matériel ne doit pas amputer le temps de pratique effective ; le temps d'une séance devant être essentiellement réservé à l'activité.

Conditions d'encadrement

Les taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doivent être conformes à l'annexe 1 de la circulaire n°2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives.

ARTICLE 9 ☞ Agrément des Intervenants

En vertu des dispositions des articles L.312-3 et D.312-1-1 et suivants du code de l'éducation, les intervenants extérieurs à l'école primaire sollicités dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive sont soumis à agrément, délivré par les services de l'éducation nationale selon des critères de compétence et d'honorabilité.
Dès lors qu'un intervenant ne répond plus aux critères de compétence et d'honorabilité, l'IA-Dasen est fondé à lui retirer l'agrément.

ARTICLE 10 ☞ Responsabilité civile des intervenants

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant de l'entente pongiste se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention, soit au détriment de ces élèves dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'État est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

ARTICLE 11 ☞ Assurance

L'intervenant de l'entente Pongiste, afin de se prémunir dans l'hypothèse d'un accident survenant de son fait, du fait de ses commettants, de ses installations ou de son matériel, souscrit obligatoirement une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

ARTICLE 12 ☞ Rencontres scolaires

L'activité enseignée peut faire l'objet de rencontres EPS, notamment en partenariat avec l'Union Sportive de l'Ecole Primaire (USEP).

ARTICLE 13 ☞ Evaluation

Chaque cycle d'enseignement fait l'objet d'un bilan par les différents intervenants lors de la mise en œuvre de l'activité. Ce bilan mentionne, notamment, le nombre de séances effectuées, les procédures d'évaluation, le nombre d'élèves, le nombre de classes accueillies, ainsi que les remédiations et prolongements pédagogiques à prévoir.

ARTICLE 14 ☞ Durée de la Convention

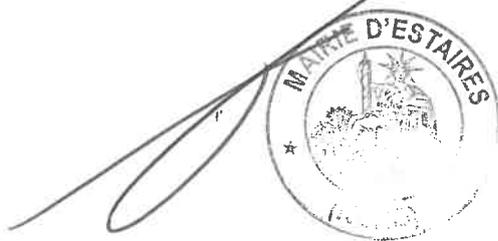
La convention a une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties, avant la fin de l'année scolaire en cours. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année, soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis motivé de trois mois.

Fait à ESTAIRES, le 12 SEP. 2024

Le chef
d'établissement,

Le Maire d'Estaires,

Le président de
l'association l'entente
pongiste Estaires-La
Gorgue-Merville



Cachet circonscription :

Date:

En cas de changement en cours d'année, un avenant à la convention sera établi.

ANNEXE 2 – Liste des intervenants ayant fait l'objet d'une demande d'agrément (à renouveler chaque année)

Concerne :

- les bénévoles
- certaines personnes intervenant dans le cadre de leur activité professionnelle : agents non titulaires non enseignants (*employés en CDI ou CDD*) et fonctionnaires agissant en dehors des missions prévues par leur statut.

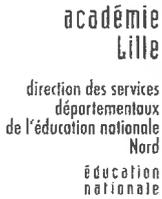
Les intervenants figurant dans cette liste récapitulative ont tous fait l'objet d'une demande d'agrément individuelle (annexe 2bis).

| Nom Prénom | Date naissance | Qualification | Activité concernée | Observation Education Nationale |
|-------------------|-----------------------|----------------------|---------------------------|--|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

Cachet circonscription :

Date:

En cas de changement en cours d'année, un avenant à la convention sera établi.



ANNEXE 2bis

Intervenants dans le cadre de l'EPS à l'école primaire

Demande individuelle d'agrément

Formulaire destiné à être complété par l'intervenant bénévole, ou agent non titulaire ou fonctionnaire agissant en dehors des missions prévues par leur statut particulier.

Circonscription :
Ville :
Ecole :

Intervenant :

Mme Mr
Nom d'usage.....
Nom de naissance (si différent)
Prénom..... Date de naissance __/__/__
Commune de naissance..... Code postal.....
Pays de naissance.....

Adresse
Téléphone __/__/__/__
Adresse mail.....
Assurance : compagnie d'assurance et n° du contrat en sécurité civile
.....

Qualification ou certification attestant de la compétence technique pour l'activité concernée (joindre les justificatifs).
Cocher la case correspondante :
 Diplôme
Nature du diplôme : Date d'obtention :
 Participation au stage d'agrément réalisé par les équipes de circonscription. Date :

Je sollicite auprès de Monsieur le Directeur Académique, directeur des Services de l'Éducation nationale du département du Nord, un agrément pour pouvoir encadrer l'activité..... dans le cadre de l'enseignement de l'Education Physique à l'école primaire, sous la responsabilité de l'enseignant de la classe et après autorisation du directeur de l'école.

Je soussigné,....., déclare sur l'honneur :
- la sincérité des renseignements portés sur ce formulaire ;
- m'engager à respecter le règlement intérieur de l'école ;
- être informé que conformément à la circulaire interministérielle n°2017-116 du 6-10-2017, les DSDEN ont accès au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAISV).

Fait le __/__/__ à.....
Signature

Décision d'agrément

Année scolaire 20 - 20

Madame, Monsieur.....
est agréé(e) pour participer à l'encadrement de l'activité :
dans le cadre de l'enseignement de l'EPS à l'école primaire, sous la responsabilité de l'enseignant(e) et autorisé par le directeur ou la directrice de l'école, sous réserve de non inscription au fichier FIJAISV.

à , le

Le Directeur Académique des services
de l'Education nationale du département du NORD,

ANNEXE 3 – Proiet pédagogique
Construction du module d'apprentissage

➤ **Année scolaire :**

| École | Commune | Circonscription |
|-------|---------|-----------------|
| | | |

➤ **Champ d'apprentissage/Activité :**

➤ **Enseignant(s) impliqué(s) dans l'activité**

| Nom | Prénom | Classe |
|-----|--------|--------|
| | | |
| | | |

➤ **Intervenant(s) agréé(s) impliqué(s) dans l'activité**

| Nom | Prénom |
|-----|--------|
| | |
| | |

➤ **Organisation pédagogique**

| | |
|------------------------|--|
| Nombre d'élèves | |
| Dates/horaires séances | |
| Lieu d'intervention | |

➤ **Module d'apprentissage :**

| | |
|-----------------------|--|
| Objectif(s) du module | |
| Matériel | |
| Evaluation prévue | |
| Rôle de chacun | |

➤ **Planification :**

| Démarche (type de séance : découverte, apprentissage, évaluation) | Objectifs |
|---|-----------|
| S1 | |
| S2 | |
| S3 | |
| S4 | |
| S5 | |
| S6 | |
| S7 | |
| S8 | |

Bilan de la séquence : ajustements éventuels pour une prochaine programmation de cette séquence

Travail qui sera poursuivi par la mise en place de séances

NOM et signature du directeur :

ANNEXE 4 – Cas particulier de la natation

Circulaire n°2017-127 du 22-8-2017

Surveillance des activités de natation

Obligatoire pendant toutes les activités de natation ;

Assurée par du personnel titulaire d'un des diplômes conférant le titre de maître-nageur sauveteur ou, par dérogation et sur autorisation du préfet pour une durée limitée, par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

Les surveillants de bassin sont exclusivement affectés à la surveillance et ne peuvent simultanément remplir une mission d'enseignement. Aucun élève ne doit accéder aux bassins ou aux plages en leur absence.

Conditions matérielles d'accueil

Occupation du bassin : 4m² de plan d'eau par élève ;

Dans le cas d'une ouverture concomitante du bassin à différents publics, les espaces réservés aux élèves doivent être clairement délimités, compte tenu des exigences de sécurité et d'enseignement ;

L'espace attribué aux classes devra permettre un accès facile à au moins une des bordures du bassin.

Normes d'encadrement à respecter

| | Groupe-classe maternelle | Groupe-classe élémentaire | Groupe-classe maternelle + élémentaire |
|--------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| Moins de 20 élèves | 2 encadrants | 2 encadrants | 2 encadrants |
| De 20 à 30 élèves | 3 encadrants | 2 encadrants | 3 encadrants |
| Plus de 30 élèves | 4 encadrants | 3 encadrants | 4 encadrants |

Rôles respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs

Enseignants

- ✓ Organiser leur enseignement mais aussi la sécurité des élèves ;
- ✓ Présenter les enjeux pédagogiques aux intervenants, professionnels ou bénévoles ;
- ✓ Connaître le rôle de chacun ainsi que les contenus d'enseignement de la séance ;
- ✓ Participer à la régulation avec les intervenants impliqués dans le projet ;
- ✓ Interrompre la séance en cas de dysfonctionnement ou de mise en danger des élèves.

Intervenants professionnels

- ✓ Participer à l'élaboration du projet, à son suivi et à son évaluation ;
- ✓ Assurer le déroulement de la séance suivant l'organisation définie en concertation et mentionnée dans le projet ;
- ✓ Procéder à la régulation, en fin de séance, en fin de module d'apprentissage.

Intervenants bénévoles :

- ✓ Assister l'enseignant dans les activités que celui-ci conduit avec un groupe d'élèves ;
- ✓ Prendre en charge un groupe d'élèves que l'enseignant leur confie. Dans ce cas, ils assurent la surveillance du groupe et remplissent une mission d'animation d'activités selon les modalités fixées par l'enseignant.

Personnes en charge de l'accompagnement de la vie collective :

- ✓ Participation soumise à l'autorisation du directeur d'école ;
- ✓ 2 cas particuliers :

ATSEM : ne participent pas aux activités dans l'eau ;

AESH : accompagnent les élèves dont ils ont la charge, y compris dans l'eau.

ANNEXE 5 – Règlement intérieur de l'école

Convention de partenariat pour l'enseignement de l'EPS à l'école primaire

Entre la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Nord,

représentée par Monsieur Olivier COTTET,

Directeur Académique des Services de l'Education Nationale,

ou par Mr ou Mme

Inspecteur(trice) de l'Education Nationale de la circonscription

Et

Vu pour être annexé à la délibération
n°107/110 – 09/2024 du 12 septembre 2024 :

La collectivité, Mairie D'Estaires

Représenté(e) par Mr Bruno FICHEUX, Maire,

Adresse : Place de l'hotel de ville 59940 ESTAIRES

Le maire,
Bruno FICHEUX

Le secrétaire de séance,
Yves COLPAERT

Et

L'association, Entente Pongiste Estaires La Gorgue Menille

Représenté(e) par Mr ou Mme....., Président(e),

Adresse

Et

L'école Prévert Pergaud d'Estaires

Directrice Mme Lengart Tiphonie

Vu :

- Décret n°2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- Circulaire n°2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives ;
- Circulaire n°2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- Circulaire n°2017-127 du 22-8-2017 relative à l'enseignement de la natation ;
- Article L.312-3 du code de l'éducation ;
- Article D.312-1-1 et suivants du code de l'éducation
- Article D.321-13 du code de l'éducation ;
- Article L.212-1 du code du sport.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 ➤ Objectifs du partenariat

L'éducation physique et sportive développe l'accès à un riche champ de pratiques, à forte implication culturelle et sociale, importantes dans le développement de la vie personnelle et collective de l'individu. Tout au long de la scolarité,

l'éducation physique et sportive a pour finalité de former un citoyen lucide, autonome, physiquement et socialement éduqué, dans le souci du vivre-ensemble.

L'éducation physique et sportive répond aux enjeux de formation du socle commun en permettant à tous les élèves, filles et garçons ensemble et à égalité, a fortiori les plus éloignés de la pratique physique et sportive, de construire des compétences intégrant différentes dimensions (*motrice, méthodologique, sociale*), en s'appuyant sur des activités physiques sportives et artistiques diversifiées.

Les activités physiques et sportives proposées aux élèves doivent répondre à des objectifs définis d'une part par les programmes, d'autre part dans le cadre du projet d'école.

Si l'enseignant le souhaite, il peut solliciter l'appui d'une personne agréée par les services de l'éducation nationale (*article L.312-3 du code de l'éducation*) tout en conservant la responsabilité pédagogique du déroulement de l'activité (*article D. 321-13 du code de l'éducation*).

L'intervenant apporte son expertise technique concernant une ou plusieurs discipline(s) sportive(s), il enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant.

Il doit être agréé par les services de l'éducation nationale et autorisé par le directeur d'école pour intervenir.

ARTICLE 2 ☛ Définition de l'activité concernée

Parmi les activités physiques et sportives figurant au programme de l'école, l'activité Tennis de table peut être utilisée par les enseignants et intervenants pour atteindre les objectifs fixés à l'éducation physique et sportive.

ARTICLE 3 ☛ Projet pédagogique

L'enseignant définit le projet pédagogique dans le cadre du projet d'école. Il est retranscrit dans un document écrit en trois exemplaires dont le directeur d'école conserve un exemplaire (*annexe 3*).

ARTICLE 4 ☛ Obligation de l'enseignant

L'enseignant présente à l'intervenant le projet pédagogique de l'activité pour laquelle il est sollicité et le règlement intérieur de l'école (*annexe 5*).

Il veille à ce que l'intervenant soit associé dès la préparation de l'activité.

ARTICLE 5 ☛ Responsabilité pédagogique de l'enseignant

L'enseignant, par sa présence et son action, est responsable de l'organisation et du déroulement de l'activité.

Il est fondé à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées.

ARTICLE 6 ☛ Obligation de l'intervenant

L'intervenant respecte les modalités d'intervention fixées et adopte une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation (*conformément à la circulaire n°2014-088*).

L'association « Entente Pongiste » s'engage à mettre à disposition des classes de l'Ecole Prévert Pergaud un éducateur sportif à raison de 6 heures par classe pour les 12 classes allant du CP au CM2 afin d'assurer l'activité du tennis de table.

L'intervenant reste sous la responsabilité de l'association.

ARTICLE 7 ☛ Engagement du partenariat et rétribution financière

L'intervenant (éducateur sportif) ou sa structure (association « Entente Pongiste ») s'engage à communiquer sa qualification et/ou son honorabilité selon les cas (*annexes 1 et 2*).

La commune d'Estaires s'engage à financer l'intervention de l'association à raison de 25 € de l'heure, charges et déplacements compris. L'éducateur sportif interviendra 6 heures pour chacune des 12 classes de primaire de l'Ecole Prévert Pergaud.

La commune d'Estaires s'engage à verser à l'association « Entente Pongiste » la somme de 1 800 euros correspondant à la mise à disposition de l'éducateur sportif par l'association à raison de 25 euros par heure.

Un forfait global d'installation pour l'ensemble des séances est prévu à hauteur de 375 euros.

ARTICLE 8 ☛ Modalités d'intervention

La préparation de l'intervention donne lieu à un échange entre l'enseignant et l'intervenant. Lors de cet échange sont explicités les objectifs de la séquence et sont discutées les modalités de mise en œuvre.

Planning

Les activités se pratiquent pendant le temps scolaire selon un calendrier et un planning établi conjointement par l'inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription et ses conseillers pédagogiques, le directeur d'école,

l'enseignant de la classe et l'intervenant ou les représentants de la structure. Ce planning apparaît dans le projet pédagogique.

Conditions de pratique

La structure partenaire met à disposition des élèves, les installations et matériels adaptés à l'apprentissage, nécessaires au déroulement des séances.

Ces matériels doivent être conformes à la réglementation en vigueur, maintenus en parfait état d'entretien et faire l'objet, chaque année, d'une vérification sous la responsabilité de la structure, sans préjudice des vérifications visuelles effectuées par les enseignants. Toutes les dépenses relatives à l'acquisition, l'entretien, la maintenance, la réparation des installations et matériels et, d'une manière générale, toutes les dépenses d'investissement et de fonctionnement liées à la présente activité, sont à la charge de la structure.

Le temps nécessaire à l'équipement individuel, à la préparation et rangement du matériel ne doit pas amputer le temps de pratique effective ; le temps d'une séance devant être essentiellement réservé à l'activité.

Conditions d'encadrement

Les taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doivent être conformes à l'annexe 1 de la circulaire n°2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives.

ARTICLE 9 ☛ Agrément des Intervenants

En vertu des dispositions des articles L.312-3 et D.312-1-1 et suivants du code de l'éducation, les intervenants extérieurs à l'école primaire sollicités dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive sont soumis à agrément, délivré par les services de l'éducation nationale selon des critères de compétence et d'honorabilité.

Dès lors qu'un intervenant ne répond plus aux critères de compétence et d'honorabilité, l'IA-Dasen est fondé à lui retirer l'agrément.

ARTICLE 10 ☛ Responsabilité civile des intervenants

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant de l'entente pongiste se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention, soit au détriment de ces élèves dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'État est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

ARTICLE 11 ☛ Assurance

L'intervenant de l'entente Pongiste, afin de se prémunir dans l'hypothèse d'un accident survenant de son fait, du fait de ses commettants, de ses installations ou de son matériel, souscrit obligatoirement une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

ARTICLE 12 ☛ Rencontres scolaires

L'activité enseignée peut faire l'objet de rencontres EPS, notamment en partenariat avec l'Union Sportive de l'Ecole Primaire (USEP).

ARTICLE 13 ☛ Evaluation

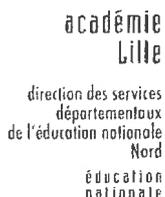
Chaque cycle d'enseignement fait l'objet d'un bilan par les différents intervenants lors de la mise en œuvre de l'activité. Ce bilan mentionne, notamment, le nombre de séances effectuées, les procédures d'évaluation, le nombre d'élèves, le nombre de classes accueillies, ainsi que les remédiations et prolongements pédagogiques à prévoir.

ARTICLE 14 ☛ Durée de la Convention

La convention a une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties, avant la fin de l'année scolaire en cours. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année, soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis motivé de trois mois.

Fait à ESTAIRES, le 12 SEP. 2024

ANNEXE 2bis



Intervenants dans le cadre de l'EPS à l'école primaire

Demande individuelle d'agrément

Formulaire destiné à être complété par l'intervenant bénévole, ou agent non titulaire ou fonctionnaire agissant en dehors des missions prévues par leur statut particulier.

Circonscription :
Ville :
Ecole :

Intervenant :

Mme Mr
Nom d'usage.....
Nom de naissance (si différent)
Prénom..... Date de naissance __/__/__
Commune de naissance..... Code postal.....
Pays de naissance.....

Adresse
Téléphone __/__/__/__
Adresse mail.....
Assurance : compagnie d'assurance et n° du contrat en sécurité civile
.....

Qualification ou certification attestant de la compétence technique pour l'activité concernée (joindre les justificatifs).

Cocher la case correspondante :
 Diplôme
Nature du diplôme : Date d'obtention :
 Participation au stage d'agrément réalisé par les équipes de circonscription. Date :

Je sollicite auprès de Monsieur le Directeur Académique, directeur des Services de l'Éducation nationale du département du Nord, un agrément pour pouvoir encadrer l'activité..... dans le cadre de l'enseignement de l'Education Physique à l'école primaire, sous la responsabilité de l'enseignant de la classe et après autorisation du directeur de l'école.

Je soussigné,....., déclare sur l'honneur :
- la sincérité des renseignements portés sur ce formulaire ;
- m'engager à respecter le règlement intérieur de l'école ;
- être informé que conformément à la circulaire interministérielle n°2017-116 du 6-10-2017, les DSDEN ont accès au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAISV).

Fait le __/__/__ à.....
Signature

Décision d'agrément

Année scolaire 20 - 20

Madame, Monsieur.....
est agréé(e) pour participer à l'encadrement de l'activité :
dans le cadre de l'enseignement de l'EPS à l'école primaire, sous la responsabilité de l'enseignant(e) et autorisé par le directeur ou la directrice de l'école, sous réserve de non inscription au fichier FIJAISV.

à , le Le Directeur Académique des services
de l'Education nationale du département du NORD,

ANNEXE 3 – Projet pédagogique
Construction du module d'apprentissage

➤ **Année scolaire :**

| École | Commune | Circonscription |
|-------|---------|-----------------|
| | | |

➤ **Champ d'apprentissage/Activité :**

➤ **Enseignant(s) impliqué(s) dans l'activité**

| Nom | Prénom | Classe |
|-----|--------|--------|
| | | |
| | | |

➤ **Intervenant(s) agréé(s) impliqué(s) dans l'activité**

| Nom | Prénom |
|-----|--------|
| | |
| | |

➤ **Organisation pédagogique**

| | |
|------------------------|--|
| Nombre d'élèves | |
| Dates/horaires séances | |
| Lieu d'intervention | |

➤ **Module d'apprentissage :**

| | |
|-----------------------|--|
| Objectif(s) du module | |
| Matériel | |
| Evaluation prévue | |
| Rôle de chacun | |

➤ **Planification :**

| Démarche (type de séance : découverte, apprentissage, évaluation) | Objectifs |
|---|-----------|
| S1 | |
| S2 | |
| S3 | |
| S4 | |
| S5 | |
| S6 | |
| S7 | |
| S8 | |

Bilan de la séquence : ajustements éventuels pour une prochaine programmation de cette séquence

Travail qui sera poursuivi par la mise en place de séances

NOM et signature du directeur :

ANNEXE 4 – Cas particulier de la natation

Circulaire n°2017-127 du 22-8-2017

Surveillance des activités de natation

Obligatoire pendant toutes les activités de natation ;

Assurée par du personnel titulaire d'un des diplômes conférant le titre de maître-nageur sauveteur ou, par dérogation et sur autorisation du préfet pour une durée limitée, par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

Les surveillants de bassin sont exclusivement affectés à la surveillance et ne peuvent simultanément remplir une mission d'enseignement. Aucun élève ne doit accéder aux bassins ou aux plages en leur absence.

Conditions matérielles d'accueil

Occupation du bassin : 4m² de plan d'eau par élève ;

Dans le cas d'une ouverture concomitante du bassin à différents publics, les espaces réservés aux élèves doivent être clairement délimités, compte tenu des exigences de sécurité et d'enseignement ;

L'espace attribué aux classes devra permettre un accès facile à au moins une des bordures du bassin.

Normes d'encadrement à respecter

| | Groupe-classe maternelle | Groupe-classe élémentaire | Groupe-classe maternelle + élémentaire |
|--------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| Moins de 20 élèves | 2 encadrants | 2 encadrants | 2 encadrants |
| De 20 à 30 élèves | 3 encadrants | 2 encadrants | 3 encadrants |
| Plus de 30 élèves | 4 encadrants | 3 encadrants | 4 encadrants |

Rôles respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs

Enseignants

- ✓ Organiser leur enseignement mais aussi la sécurité des élèves ;
- ✓ Présenter les enjeux pédagogiques aux intervenants, professionnels ou bénévoles ;
- ✓ Connaître le rôle de chacun ainsi que les contenus d'enseignement de la séance ;
- ✓ Participer à la régulation avec les intervenants impliqués dans le projet ;
- ✓ Interrompre la séance en cas de dysfonctionnement ou de mise en danger des élèves.

Intervenants professionnels

- ✓ Participer à l'élaboration du projet, à son suivi et à son évaluation ;
- ✓ Assurer le déroulement de la séance suivant l'organisation définie en concertation et mentionnée dans le projet ;
- ✓ Procéder à la régulation, en fin de séance, en fin de module d'apprentissage.

Intervenants bénévoles :

- ✓ Assister l'enseignant dans les activités que celui-ci conduit avec un groupe d'élèves ;
- ✓ Prendre en charge un groupe d'élèves que l'enseignant leur confie. Dans ce cas, ils assurent la surveillance du groupe et remplissent une mission d'animation d'activités selon les modalités fixées par l'enseignant.

Personnes en charge de l'accompagnement de la vie collective :

- ✓ Participation soumise à l'autorisation du directeur d'école ;
- ✓ 2 cas particuliers :

ATSEM : ne participent pas aux activités dans l'eau ;

AESH : accompagnent les élèves dont ils ont la charge, y compris dans l'eau.

ANNEXE 5 – Règlement intérieur de l'école

